ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 846)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CE2072

présenté par

M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 6

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

“1° *bis* Aux 3ème et 4ème alinéas du III, le mot “primo-acquéreur” est remplacé par “propriétaire”.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement nous proposons d'étendre les obligations du propriétaire au-delà du primo-acquéreur.

Actuellement, si un de ces biens est vendu par le primo-acquéreur, le nouveau propriétaire n'a pas d'obligations à respecter en termes de prix de vente et de montant de loyer. L'objectif de la cession du foncier de l'État est de répondre à la demande de logements à prix abordables. Il est nécessaire de s'assurer que ces effets perdurent dans le temps. Ainsi, nous souhaitons que les propriétaires des biens construits sur un terrain cédé par l'État avec décote soient soumis aux mêmes obligations, qu'ils soient primo-acquéreurs ou non.